

L'intersyndicale des finances publiques vent debout

Sur les façades de l'immeuble le Novelty, siège de la direction départementale des finances publiques de la Haute-Corse à Bastia, des décomptes s'affichent. Des listes de chiffres sont placardées pour attester du « démantèlement » progressif et programmé du service public piloté par Bercy sous couvert de petites révolutions. 56 suppressions en 9 ans en Haute-Corse pour une baisse globale de 18,5 % des effectifs. « Et ce n'est pas fini. Chaque année, il y a de nouvelles suppressions d'emplois », glisse Dominique Vivarelli, secrétaire CGT finances publiques Haute-Corse, mobilisée hier, en ce jour de grève nationale. Un mouvement qui s'inscrit dans le cadre d'un appel de l'intersyndicale pour dénoncer les conditions de travail, la perte de missions et à la clef la chute « vertigineuse » des emplois, évoquée-t-on dans les rangs. Depuis la fusion des services du trésor public et des impôts, les effectifs « trésor » auraient purement disparu sur l'île. « On perd 10 % de nos effectifs tous les ans, dans 5 ans il n'y aura plus personne ! »

Le Nouveau réseau de proximité (NRP) toujours dans le collimateur

À la contestation nationale est venu s'ajouter un chapitre local, qui aurait pu s'initier : particularisme régional. Depuis plus de deux ans, au cours de mouttes mobilisations, les organisations syndicales se sont en effet positionnées comme des lanceurs d'alerte pour sensibiliser l'opi-

nion publique, les politiques aussi, sur la disparition des services de proximité. Sans, à dire vrai, obtenir le résultat escompté. De quoi décourager plus d'un agent... mais pas des candidats communistes. « Nous avions été un temps soutenus par nos élus, puis plus rien », avoue une syndicaliste qui met en garde contre les répercussions locales de l'application du Nouveau réseau de proximité (NRP) qui se traduira, à compter de janvier 2022, par la fermeture de toutes les trésoreries rurales. « Ne seront maintenus que deux postes sur tout le département. En janvier 2023, on perd aussi le centre des impôts de Calvi. Cela fait deux ans que nous dénonçons ce réseau de restructuration. On a défendu une spécificité régionale pour échapper à la réforme nationale, mais Bercy a choisi de l'appliquer avec des effets encore plus destructeurs car le ministère a décidé de ne transférer aucun service, c'est la seule région métropolitaine dans ce cas. Notre administration a décidé de détruire, purement et simplement, nos missions et nos emplois », confie Dominique Vivarelli.

Dans les rangs, on retrouve également Solidaires Finances publiques. Sa déléguée, Mireille Maillard, rebobine le film de la mobilisation pour reprendre, séquence par séquence, les craintes depuis évoquées qui se sont un temps concrétisées. « Sur 2022, il est prévu la fermeture de 8 trésoreries sur 10 en Haute-Corse, à cela s'ajoute le transfert des services impôts des professionnels de Corte sur Bastia. » Dans le Sud, Porto-Vecchio comme Bonifacio seraient également concernés



À la contestation nationale organisée par l'intersyndicale des finances publiques, est venu s'ajouter, à Bastia, un chapitre régional. Hier, 26,09 % du personnel était en grève.

par ce « trou » dans le maillage territorial. Quant au maintien d'antenne assuré, il est appréhendé par les syndicats comme une approche douce avant le couperet : les fermetures sèches.

« C'est à se demander comment cela leur a été vendu ! »

Remontées mais quelque peu désabusées, les organisations syndicales ne sont pas vent debout contre les évolutions mais regrettent la façon dont est manqué le démantèlement opéré. « Nous ne sommes pas opposés aux maisons de services mais seulement lorsqu'elles sont créées au détriment des services techniques

publics et compétents qui existent déjà », poursuit Mireille Maillard. Son explication tient en un argumentaire : derrière ces guichets uniques, équipés d'ordinateurs, le contribuable disposera certes d'un accès numérique mais non d'un interlocuteur formé des finances publiques. « Nous sommes des techniciens avant tout, des comptables à qui le pouvoir politique a d'ailleurs confié la gestion du fonds de solidarité », insistent les syndicats qui constatent que ce même pouvoir a choisi la pan-démie pour accélérer la mise en œuvre de son pan de déstructuration des services publics. Ils y voient une « pure provocation » tandis que quelques élus locaux semblent, pour leur part, y avoir

trouvé in fine leur compte. Évoquant les conventions successives paraphées entre les communautés de communes du Nebbiu Conca d'Oru, de Marana-Goltu et de Lisula-Balagna et la direction des finances publiques avec tous les jours des promesses de maintenir la voilure jusqu'en 2026. D'aucuns ne peuvent cacher leur surprise. « C'est à se demander comment cela leur a été vendu. Surtout lorsqu'on voit qu'à Calvi, ils étaient 25 agents en 1984 et il n'en reste plus que 8 avec le spectre d'une fermeture. » Ils avancent aussi l'exemple bastiais. Celui d'une ville bientôt gérée depuis Borgo, « sans que cela ne choque personne. Une première pour un chef-lieu ! » Vendu comme un

modèle moderne d'organisation des finances publiques par les autorités, le NRP relève pour les syndicats d'une casse de l'emploi programmée qui va « pénaliser le contribuable ».

Un sujet qui a notamment été abordé dans les bureaux de la direction hier matin. Une délégation a en effet été reçue et serait ressortie avec l'engagement « de meilleures prises en compte de nos particularités, notamment en termes de charges supplémentaires », assure avec prudence la CGT. Hier, 26,09 % du personnel était en grève et six structures fermées.

Ce chapitre syndical est certainement loin d'être clos.

JULIE QUILICI-ORLANDI

Corse matin 14 mai 2021